

Charles Akande, rédacteur

Survол des négociations à l'OMC sur l'agriculture

Éditorial : La réunion discrète consacrée au bilan est confirmée

Après quelques jours de consultations des hauts fonctionnaires, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, n'a surpris personne lorsqu'il a annoncé, à la fin du salon vert, que la réunion « consacrée au bilan » que l'on attendait avec beaucoup d'impatience à la fin mars, devra se dérouler au niveau des hauts fonctionnaires au lieu de celui des ministres. Un des résultats favorables de la réunion des hauts fonctionnaires (RHF) de cette semaine est sans conteste la présence de Michael Punke, l'ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC désigné du gouvernement Obama, qui a assisté à la plupart des réunions, au cours desquelles les membres ne se sont pas privés de reprocher aux États-Unis leur attitude léthargique à l'égard des négociations. M. Punke n'aura aucun mal à faire part de la frustration des membres lorsqu'il rentrera à Washington.

Réunion des hauts fonctionnaires

Les hauts fonctionnaires de l'ancien G-7, en l'occurrence l'Australie, le Brésil, la Chine, l'UE, le Japon, l'Inde et les États-Unis, ont rencontré le directeur général, M. Pascal Lamy, afin d'examiner l'état d'avancement du Cycle de Doha et ce qui doit être fait pour le remettre sur les rails. Michael Punke, qui remplacera vraisemblablement Peter Allgeier comme ambassadeur des États-Unis auprès de l'OMC, mais qui attend encore que le Sénat américain approuve sa nomination, était également présent en qualité d'observateur. On apprend de sources qui ont assisté à la réunion que plusieurs membres n'ont pas caché leur frustration envers le manque d'engagement politique à l'égard des négociations. On a rapporté que les ambassadeurs des pays en développement émergents, en l'occurrence le Brésil, la Chine et l'Inde, ont demandé un processus en deux étapes qui impliquera en premier les ministres du Commerce afin qu'ils s'attaquent aux questions en suspens restantes pendant la réunion consacrée au bilan provisoirement prévue pour la fin mars, avant de céder la scène aux chefs d'État et de gouvernement afin qu'ils abordent le Cycle de Doha lors du Sommet du G-20 qui se déroulera à Toronto les 26 et 27 juin.

Cependant, les États-Unis qui, selon des hauts fonctionnaires, font encore pression pour que des réunions bilatérales se tiennent entre les membres comme moyen de faire progresser les pourparlers, se sont opposés à ce plan. Les États-Unis sont d'avis que les membres n'ont pas besoin d'un bilan pour s'engager sérieusement dans des négociations intensives. Les fonctionnaires ont déclaré que les États-Unis craignent que le bilan ne se transforme en une sorte de « haro sur les États-Unis », au cours duquel les pays sauteront sur l'occasion pour mettre sur leur compte le manque de progrès lors des pourparlers.

Aucun ministre à la fin mars

Lors du Salon vert convoqué le 18 février, les membres sont convenus avec M. Lamy qu'à cette étape, il est préférable de renoncer à faire venir les ministres à Genève pour la réunion consacrée au bilan de la fin mars (29 mars-2 avril). Au lieu de cela, la réunion se tiendra, comme on l'avait prévu, au niveau des hauts fonctionnaires, qui reviendront à Genève une semaine avant la deuxième RHF prévue (du 22 au 26 mars). La décision, bien qu'elle ne soit pas surprenante, a été prise après que les hauts fonctionnaires eurent admis que l'on n'avait pas réalisé suffisamment de progrès jusqu'à présent sur le plan des questions techniques restantes.

Les membres ont déclaré que c'est aux États-Unis qu'il faut reprocher ce changement de plan « soudain », faisant allusion à la pression permanente qu'exercent les États-Unis pour que des pourparlers bilatéraux se tiennent entre les pays, afin de trouver une convergence sur certaines questions. Ceci étant dit, on tient de certaines sources que pour la première fois depuis que les pourparlers se sont effondrés, en juillet 2008, les États-Unis sont disposés à se montrer flexibles et à faire des concessions supplémentaires si les pays en développement (Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud) acceptent de leur accorder davantage d'accès aux marchés.

L'Australie et d'autres pays ont laissé entendre qu'ils n'excluaient pas une implication possible des ministres à une étape plus tardive, afin de sauver la perspective de conclure le Cycle en 2010. Un tel événement pourrait se dérouler dans un mois ou deux, après la réunion consacrée au bilan de mars, dès que l'on enregistrera enfin des progrès à Genève. Cependant, la plupart des observateurs pensent qu'une réunion des ministres, plusieurs jours avant le Sommet du G-20 des 26 et 27 juin ou en marge de celui-ci, est une cible plus probable.

Lors du dernier Sommet du G-20, qui s'est tenu à Pittsburgh en septembre, les dirigeants du groupe ont demandé à leurs ministres du Commerce respectifs de faire le bilan de la situation au plus tard au début 2010. M. Lamy a déclaré que cette réunion se déroulera à présent au niveau des hauts fonctionnaires, du 29 mars au 1^{er} avril. Il est prévu que le président de chaque groupe de négociation fasse rapport des progrès réalisés jusqu'à présent dans son secteur, avant qu'une décision officielle puisse être prise sur la façon d'aller de l'avant.

M. Lamy présentera un rapport à l'ensemble des membres pendant la réunion du Conseil général, le 22 février. On prévoit qu'il y exhortera les membres à poursuivre leurs efforts afin de combler l'écart sans établir de délai précis, de déclarer un des fonctionnaires qui a assisté au Salon vert.

Le Canada doit assurer la présidence du Conseil général

Cette semaine, les noms des prochains présidents des divers comités de l'OMC ont été évoqués, dans l'attente de leur approbation officielle, qui doit intervenir lors de la réunion du Conseil général du 22 février. Comme on le prévoyait, l'ambassadeur du Canada auprès de l'OMC et actuel président de l'Organe de règlement des différends (ORD), M. John Gero, doit prendre la présidence du Conseil général. Son poste actuel de président de l'ORD sera occupé par l'ambassadeur du Nigéria, Yonov Agah.

Les autres membres désignés sont :

Comités	Ambassadeur (pays)
Organe d'examen des politiques commerciales	S.E. M. Bozkurt ARAN (Turquie)
Conseil du commerce des marchandises	S.E. M. Anthony Mothae MARUPING (Lesotho)
Conseil pour le commerce dans les services	S.E. M ^{me} Elin Østebø JOHANSEN (Norvège)
Conseil des ADPIC	M. Martin GLASS (Hong Kong, Chine)
Comité du commerce et du développement	S.E. M. ERWIDODO (Indonésie)
Comité des restrictions appliquées à des fins de balance de paiement	M. Raimondas ALIŠAUSKAS (Lituanie)
Comité du budget, des finances et de l'administration	M. Pasi-Heikki VAARANMAA (Finlande)
Comité du commerce et de l'environnement	S.E. M. Eduardo MUÑOZ GÓMEZ (Colombie)
Comité des accords commerciaux régionaux	S.E. M. Alfredo SUESCUM (Panama)
Groupe de travail sur le commerce, la dette et les finances	S.E. M. Federico A. GONZÁLEZ (Paraguay)
Groupe de travail sur le commerce et le transfert de technologie	S.E. M. Hisham M. BADR (Égypte)

Entre-temps, les présidents des groupes de négociation (p. ex., Agriculture, AMNA, etc.) devraient rester en place, sauf pour les négociations sur les Règles et les ADPIC. Le président des Règles, l'ambassadeur de l'Uruguay, M. Guillermo Valles Galmes, devrait être remplacé, car il doit quitter son poste à Genève. Il devrait également y avoir un nouveau président pour les séances spéciales sur les aspects commerciaux des droits de propriété intellectuelle, qui devraient être dirigées par M. Darlington Mwape (ambassadeur de la Zambie). Tous ces ambassadeurs devaient être officiellement confirmés lors de la réunion du Conseil général du 22 février.

Prochains événements

- Conseil général, 22-23 février, 5-6 mai, 29-30 juillet, 6-7 octobre, 14-15 décembre 2010
- Consultations sur l'agriculture, 11-12 mars 2010
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 11-12 mars, 10-11 juin, 16-17 septembre, 18-19 novembre 2010
- Consultations sur l'AMNA, 15-19 mars 2010
- Réunion des hauts fonctionnaires (RHF), 22-26 mars 2010
- Réunion consacrée au bilan, 29 mars-2 avril 2010
- Sommet du G-20, 26-27 juin 2010